



Réponse de l'UFC-Que Choisir à la consultation de l'ARCEP portant
sur la mutualisation de la partie terminale des réseaux de boucle locale
fibre optique

03 Octobre 2007

Dans l'intérêt du consommateur le développement du très haut débit ne peut se faire sans une clarification de la réglementation et des procédures. A l'heure actuelle les zones d'ombre sont bien trop nombreuses. D'ailleurs, L'UFC-Que Choisir conseille aux propriétaires et copropriétaires qui la consultent d'attendre avant de procéder à ce type d'installation.

Cependant, en dépit des incertitudes que font peser les lacunes réglementaires, l'aménagement des habitations a commencé. Ce faux départ est assez préoccupant dans la mesure où rien ne garantit que les consommateurs concernés aient, dans un avenir proche, la possibilité de changer de fournisseur d'accès internet (FAI par la suite) dans des conditions acceptables. Par conséquent, il est essentiel de pouvoir encadrer très rapidement cette activité.

L'UFC-Que Choisir estime que ce travail implique, d'une part, de favoriser la pérennité des technologies utilisées, d'autre part, de garantir l'accès aux différents réseaux, et dans les meilleures conditions, à tous les opérateurs du marché. L'ensemble de ces problématiques renvoie aux conditions de la mutualisation, qu'il convient de définir.

Les options de la mutualisation

Concernant l'aménagement des habitations, l'UFC-Que Choisir partage largement le point de vue de l'ARCEP. Compte tenu du fait qu'« il ne paraît pas raisonnable que chaque opérateur de boucle locale optique dispose dans chaque immeuble et dans chaque logement d'un câblage et d'une prise optique dédiés » et que « les ménages doivent pouvoir changer d'opérateur très haut débit sans nécessairement changer de logement »¹ il est indispensable que la partie finale du réseau fibre soit mutualisée.

Les différentes options de mutualisations identifiées par l'ARCEP semblent soumises à d'importantes contraintes. L'UFC-Que Choisir ne dispose pas des informations adéquates ni des compétences nécessaires pour donner un avis éclairé sur le sujet. Cependant, l'association voudrait attirer l'attention de l'autorité et des différents acteurs du marché sur deux points.

Tout d'abord il convient, pour éviter la multiplication des interventions de génie civil, que la mutualisation intervienne le plus tôt possible en amont du réseau. Typiquement, la mutualisation en pied d'immeuble ne semble pas raisonnable puisqu'elle pourrait engendrer des redondances en termes d'infrastructures passives, ce qui multiplie les coûts et les

¹ *Mutualisation de la partie terminale des réseaux de boucle locale fibre optique*, 26 juillet 2007, p. 3.

nuisances. Par conséquent, une mutualisation en amont, par exemple au NRO, paraît plus adaptée.

Puis, l'installation de la fibre doit se faire dans les conditions les plus favorables pour le consommateur, *i. e.* en minimisant les nuisances et en garantissant la pérennité des équipements. Cela suppose un encadrement réglementaire des procédures d'installation (les modalités de déploiement de la fibre) et une normalisation des équipements. Par exemple, en stabilisant les interfaces des équipements déployés entre les différentes sections du réseau et entre le réseau et l'usagé. La standardisation doit être suffisante pour garantir au consommateur la possibilité de choisir librement son opérateur mais également d'en changer *ex-post*. A contrario, elle ne doit pas être trop contraignante pour ne pas bloquer les opportunités futures d'innovation.

Les modalités de la mutualisation

La mise à disposition des équipements doit se faire en toute transparence : les offres doivent être publiques et détaillées (prix et conditions). De plus, compte tenu de l'avance prise par certains acteurs il semble nécessaire que le prix d'accès soit régulé. Soit au moyen d'un *price cap* soit, compte tenu de l'importante diversité susceptible d'apparaître dans la structure de coûts des entreprises, d'une règle de tarification, par exemple coûts plus marge. Une marge acceptable pourrait être définie par le régulateur.

Cette régulation nous semble fondamentale puisque les fournisseurs d'accès à internet (FAI par la suite) sont en situation de monopole sur leurs installations. Si les positions sont équilibrées, *i. e.* si chaque acteur a équipé, approximativement, le même nombre d'habitations, les volumes des transferts financiers seront proches et les prix n'ont aucune raison d'être élevés. Cependant, si un ou plusieurs acteurs dominant, l'asymétrie des flux financiers qui en découle constitue une forte incitation à augmenter les prix de l'accès aux réseaux. Par conséquent, il existera des barrières à l'entrée pour les opérateurs tiers et on assistera sur le marché final à une augmentation des prix, puisque les entreprises seront contraintes de répercuter cette augmentation de leurs coûts, au détriment du consommateur.

L'UFC-Que Choisir est également défavorable aux clauses de réciprocité qui, si l'accès est garanti par la réglementation, n'ont aucune raison d'être. De plus, les clauses de réciprocité semblent également de nature à contraindre la concurrence. Plus particulièrement, deux types de réciprocité :

- Le premier consiste à permettre à une entreprise de conditionner l'accès à son réseau à un tiers uniquement s'il est en mesure de lui proposer un accès à un autre réseau. Ce qui exclut toute entreprise n'ayant pas constitué au préalable son propre réseau. Ce principe empêche également aux FAI qui le souhaiteraient, de développer une stratégie basée sur la location de l'accès.
- Le deuxième, qui semble t-il a les faveurs de France Telecom, consiste à moduler le tarif d'accès à un réseau en fonction des opportunités d'accès offertes. Comme précédemment, ce type de clauses défavorise les entreprises n'ayant pas de réseaux mais également celles de plus petites dimensions. Cette situation ne peut être viable pour un grand nombre d'acteurs qui seront dans l'incapacité d'offrir des prix de détail concurrentiels.

Par conséquent, l'UFC-Que Choisir estime que les clauses de réciprocité ne sont pas souhaitables. D'une part, elles sont intrinsèquement défavorables aux petites structures, d'autre part, elles autorisent des comportements collusifs. Par exemple, elles autorisent les grandes structures à adopter simultanément des grilles tarifaires défavorables aux petites structures de manière à les exclure du marché et à réduire la concurrence. Par conséquent, les clauses de réciprocité pourraient faciliter les phénomènes de concentration et l'émergence de structures oligopolistiques. Or, comme nous pouvons le voir avec le secteur de la téléphonie mobile, parce qu'il empêche l'existence d'un vrai prix de marché, le petit nombre n'est absolument pas souhaitable.

La mutualisation de la partie terminale des réseaux de boucle locale fibre optique implique un processus complexe de négociation, compte tenu du nombre de paramètres à prendre en compte, entre les différentes entreprises et l'Autorité. Les consommateurs n'interviennent pas ou peu dans ce dialogue. Par conséquent, l'UFC-Que Choisir, estime qu'il est important de rappeler que le consommateur est le destinataire de ce service et que chaque décision peut impacter lourdement son bien être. Par ailleurs, il est important de prendre en compte, dans les travaux à venir, le fait que certains bâtiments ont déjà été équipés et de veiller à ne pas pénaliser les consommateurs concernés.